
Henri Rey

est directeur de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques/FNSP (CEVIPOF)

Les adhérents socialistes : permanences et changements

Cette troisième grande enquête, depuis 1981, conduite auprès des adhérents du Parti socialiste, permet de mesurer les permanences et les changements survenus en plus d'un quart de siècle. Nous en présenterons ici quelques aspects dans trois grands domaines : la composition sociale et démographique, les pratiques militantes, le rapport à la direction du parti et aux élus socialistes. Naturellement le PS ne constitue pas un isolat et les transformations qui l'affectent doivent être rapportées autant que possible à celles de la société française.

La composition sociale et démographique des adhérents

Une féminisation lente et relative :

La part des femmes parmi les adhérents est passée de 20 % en 1985 à 30 % aujourd'hui. La progres-

sion reste, on le voit, limitée et même plutôt ralentie entre 1998 et 2010 par rapport à la durée équivalente, 13 ans, de la période précédente 1985-1998. Comme dans l'ensemble de la société, elles occupent plus fréquemment un emploi d'enseignante, surtout dans l'enseignement primaire (deux fois plus d'institutrices que d'instituteurs ou professeurs des écoles), d'employée (11 % des hommes, 20 % des femmes), dans le travail social et la santé, le personnel de service. Elles figurent à l'égal des hommes parmi les cadres de la fonction publique et beaucoup plus rarement parmi les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers. Les femmes socialistes détiennent plus souvent que leurs homologues masculins un diplôme universitaire de 1^{er} ou de 2^e cycle (46 % des femmes contre 35 % des hommes) et un peu plus rarement un diplôme de 3^e cycle. Elles sont aussi beaucoup moins nombreuses à être issues d'une grande école, catégorie qui compte beaucoup d'ingénieurs. Ces différences ne tiennent pas avant tout à des différences d'âge entre les deux sexes : moins bien représentées parmi les plus jeunes (moins de 40

Tableau 1 : Évolution socio-démographique du PS

	1985	1998	2011
Sexe			
Hommes	79	72	70
Femmes	20	26	30
Age			
Moins de 30 ans	7	5	10
30-39 ans	26	9	13
40-49 ans	28	19	16
50-59 ans	18	27	23
60-69 ans	14	23	28
70 ans et plus	7	17	10
Diplôme			
CEP ou aucun	13	10	4
CAP, BEPC, diplôme tech. équivalent	24	21	17
Baccalauréat	16	19	15
Diplômes universitaires	24	33	54
Grande école	15	7	10
CSP			
Cadre supérieur	19	20	38
Professeur	9	14	11
Instituteur	17	9	7
Autre profession intermédiaire	22	25	18
Employé	10	11	14
Ouvrier	10	5	3
Autre	11	14	9

ans) et les plus de 70 ans, les femmes le sont un peu mieux dans les tranches d'âge intermédiaires.

Alors que les lois sur la parité, portées par le PS, s'appliquent largement aux scrutins de liste et beaucoup moins aux autres, leurs contraintes paraissent avoir un effet tangible dans le statut des adhérents socialistes à l'égard de l'élection. Ainsi 19 % des femmes contre 16 % des hommes disent avoir été investies pour concourir à une élection tandis qu'une proportion à peu près égale d'hommes et de femmes s'était portée candidat à la candidature. La répartition des conseillers municipaux tend à se rapprocher (22 % parmi les hommes, 20 % parmi les femmes) mais non celle des maires et bien entendu des parlementaires. Quant aux conseillers régionaux, parité oblige, la probabilité d'être élu en étant une femme est deux fois plus importante que

Avec près d'un quart d'adhérents de moins de 40 ans, le PS dispose d'un socle moins étroit qu'il y a treize ans pour assurer son renouvellement générationnel. Ces jeunes adultes ont un niveau de diplôme très élevé (les deux tiers d'entre eux disposent d'un diplôme de deuxième ou de troisième cycle universitaire ou sont issus d'une grande école contre 46 % de l'ensemble des adhérents). Ils se distinguent partiellement des jeunes générations d'actifs par un statut de l'emploi plus stable.

pour un homme.

Un âge toujours élevé mais un certain renouvellement des générations :

38 % des adhérents qui ont répondu à l'enquête ont soixante ans ou plus. Cette tranche d'âge compte pour 23,3 % dans la population française¹, mais les partis ne recrutent guère d'adhérents de moins de 20 ans. Les 38 % relevés sont donc à comparer aux 30,6 % présents dans la population générale de plus de 20 ans. Il s'agit d'une proportion comparable à celle de l'enquête de 1998 (40 %). La différence saisissante avec les données de cette enquête consiste dans la meilleure représentation des tranches d'âge les moins anciennes, celle des moins de 30 ans, deux fois plus nombreux qu'en 1998, un peu plus nombreux aussi qu'en 1985 ainsi que celle des 30-39 ans. Avec près d'un quart d'adhérents de moins de 40 ans, le PS dispose d'un socle moins étroit qu'il y a treize ans pour assurer son renouvellement générationnel. Ces jeunes adultes ont un niveau de diplôme très élevé (les deux tiers d'entre eux disposent d'un diplôme de deuxième ou de troisième cycle universitaire ou sont issus d'une grande école contre 46 % de l'ensemble des adhérents). Ils se distinguent partiellement des jeunes générations d'actifs par un statut de l'emploi plus stable. Avec deux tiers de CDI pour 17 % de CDD

et moins de 1 % de stagiaires ou d’intérimaires, ils ressentent de façon très atténuée les effets de la précarisation de l’emploi et de l’entrée différée sur le marché du travail. On relève cependant 6 % de chômeurs parmi les moins de 40 ans contre 4 % dans l’ensemble des adhérents. Plus souvent socialisés dans des familles de gauche que les adhérents plus âgés, les socialistes les plus jeunes se montrent actifs dans le travail et les responsabilités partisanes de base (commission administrative de la section ou secrétariat de section) mais ils ont plus de difficultés à accéder aux fonctions électives, y compris les plus modestes (conseiller municipal) dans lesquelles leurs aînés excellent sans doute.

Des adhérents très diplômés :

La consultation du tableau 1 permet de relever la forte progression du niveau de diplôme parmi les adhérents. C’est aujourd’hui plus de la moitié d’entre eux qui sont titulaires d’un diplôme universitaire quand ils n’étaient qu’un quart en 1985 et un tiers en 1998 (avec l’ajout des grandes écoles, la proportion s’élève aux deux tiers contre environ 40 % dans les deux précédentes enquêtes). En partant d’un niveau déjà très supérieur à celui observé dans la population générale, qui connaît elle aussi une élévation continue de son capital scolaire, cette progression résulte à la fois d’une meilleure représentation des jeunes générations plus diplômées et d’une sélection invisible opérée à l’adhésion, souscrite ou maintenue. Ainsi, ceux qui déclarent dans notre enquête avoir adhéré avant 1995 sont plus nombreux à être diplômés (59 %) que l’ensemble des adhérents interrogés dans la précédente enquête, en 1998, (40 %) et auxquels on pourrait les comparer. Parmi ces derniers, les plus âgés, moins diplômés, ont vu leurs rangs éclaircis pour des raisons démographiques mais ceux qui ont maintenu leur adhésion ne sont pas à l’identique de ceux qui ont quitté le PS. Le niveau de diplôme est aussi bien ordonné par l’âge (tableau 2). Seuls 21 % des adhérents n’ont pas atteint le niveau du baccalauréat contre 31 % en 1998 et 37 % en 1985.

La prédominance des classes moyennes et supérieures :

Tableau 2: Diplômés par tranche d’âge et par période d’adhésion

	Diplômés universitaires	+ Grandes écoles
Moins de 40 ans	65	81
40-49 ans	61	70
50-59 ans	52	58
60-69 ans	49	56
70 ans et plus	37	48
Adhésion < 1995	41	59
1996-2005	5	0
2006-2007	5	1
2008-2010	47	63

Tandis que l’assimilation des membres du Parti socialiste au milieu enseignant – ce stéréotype inséparable des réactions à l’élection d’une nouvelle assemblée nationale en 1981 – apparaît de moins en moins fondée (18 % des adhérents contre 26 % en 1985), la part des cadres, non compris les enseignants, ne cesse de s’accroître. Ils sont deux fois plus nombreux qu’en 1995 et qu’en 1998. Cette progression s’accompagne d’une rétraction des professions intermédiaires tandis que les classes populaires d’employés et d’ouvriers se maintiennent en deçà des 20 %. La part des ouvriers proprement dits, 3 %, continue à se réduire, pour devenir encore plus marginale que par le passé, mais celle

Tandis que l’assimilation des membres du Parti socialiste au milieu enseignant apparaît de moins en moins fondée, la part des cadres, non compris les enseignants, ne cesse de s’accroître. Ils sont deux fois plus nombreux qu’en 1995 et qu’en 1998. La part des ouvriers proprement dits, 3 %, continue à se réduire, pour devenir encore plus marginale que par le passé, mais celle des employés s’est un peu accrue depuis 1998.

des employés s'est un peu accrue depuis 1998. Le tableau 1 récapitule, dans les mêmes colonnes, actifs et retraités, solution préférable à la réunion dans une même catégorie des retraités de toutes professions. La comparaison entre actifs et retraités (les retraités représentent 38 % des adhérents) montre parmi ces derniers un plus grand nombre d'enseignants et moins d'employés et de cadres supérieurs et elle restitue ainsi, à travers eux, l'évolution socioprofessionnelle parcourue par le parti, entendu là comme population d'adhérents.

Selon les périodes d'adhésion, des différences sont à relever : ainsi parmi les adhérents de la période 2008-2010, la proportion de cadres supérieurs se réduit par rapport aux périodes précédentes, assez sensiblement si on ajoute les professeurs et professions scientifiques qui en font partie dans la nomenclature de l'INSEE. L'écart avec la population générale est manifeste à la lecture du tableau 3.

Tableau 3 : CSP des adhérents du PS en emploi et dans la population en emploi (enquête emploi INSEE 2009)

	Adhérents PS (actifs)	Enquête emploi INSEE
Cadres et professions intellectuelles supérieures	50	16,6
Professions intermédiaires	20	24,3
Employés	15	29,4
Ouvriers	3	21,5
Autres	11	8,3

Il faut également mentionner la part du secteur privé qui s'élève légèrement depuis 1998 (44 % contre 42 % et 32 % en 1985) mais qui atteint 50 % chez les adhérents les plus récents, ceux qui ont rejoint le PS depuis 2008. Parmi ces derniers, les fonctionnaires représentent 38 % des actifs. La coupure entre actifs et retraités n'est pas considérable puisqu'on relève 41 % d'anciens salariés du secteur privé parmi les retraités contre 44 % parmi les actifs. L'importance du capital scolaire, traduite dans des positions relativement élevées dans la hiérarchie professionnelle, la stabilité mieux assurée de l'emploi, la part encore prédominante de l'emploi public concourent à

pérenniser l'image d'un parti du salariat protégé des classes supérieures et moyennes, qu'atténuent légèrement les évolutions les plus récentes. Cette réalité est assez bien perçue par les adhérents qui estiment faire partie, pour 80 % d'entre eux des cadres ou des classes moyennes.

Tableau 3 bis : Catégories socio-professionnelles par période d'adhésion

	Jusqu'en 1981	1982 1995	1996 2005	2006 2007	2008 2010
Cadres supérieurs	35	41	42	40	35
Prof. sup. et sc.	16	13	9	12	8
Instituteurs	10	6	5	7	4
Cadres moyens	6	10	8	8	9
Techniciens	12	8	9	8	11
Employés	8	11	13	14	17
Ouvriers	2	2	3	2	4
Autres	8	7	8	8	9

Les pratiques militantes

Une activité de faible intensité pour le plus grand nombre :

Tableau 4 : Dimensions du militantisme

	1985	1998	2011
Se considèrent :			
Simple adhérent	18	19	20
Militant épisodique	27	23	26
Militant actif	52	57	53
Sans réponse	3	1	1
Assistance aux réunions de sections			
Régulièrement	72	71	66
De temps en temps	17	19	15
Rarement	7	7	7
Presque jamais	2	2	10
Sans réponse	2	2	2
Temps consacré en un mois			
Moins d'une heure	18	22	18
Une à trois heures	23	34	26
Trois à cinq heures	9	18	16
Cinq à dix heures	10	12	12
Plus de dix heures	7	10	12
Sans réponse	33	5	15

Les enquêtes de 1985 et de 1998 avaient permis de caractériser l’engagement des adhérents dans les activités partisanes comme un « militantisme limité »² en raison du temps consacré, de la régularité inégale dans la fréquentation des réunions voire de l’intermittence de l’adhésion. Une moitié des adhérents se définissent comme des militants actifs et la proportion varie peu au fil du temps. L’assistance aux réunions est cependant moins régulière et le budget temps alloué au parti, qui avait sensiblement baissé entre 1985 et 1998 (puisqu’on était passé, d’une enquête à l’autre, d’un décompte par semaine à un décompte par mois) est en revanche aujourd’hui un peu plus important. Environ un quart des adhérents déclarent occuper au moins cinq heures par mois pour leurs activités de parti, cette durée paraissant établir une sorte de partage entre les plus actifs et les autres. Parmi eux plus d’élus, pour lesquels il est difficile de savoir comment ils arbitrent entre leur charge d’élus et leur activité de parti et naturellement plus de responsables, à des degrés divers, de la structure partisane. La proportion élevée de ceux qui disent ne se rendre « presque jamais » aux réunions en 2011 tient à leur concentration particulière parmi les adhérents les plus récents et parmi ceux qui indiquent avoir adhéré par internet. L’adhésion elle-même paraît relativisée par l’ampleur des aller et retour (16 % en 2011 contre 10 % des adhérents en 1998 ont quitté le PS avant d’y revenir). La rupture du lien partisan a cependant peu de conséquence sur le degré d’activité du ré-adhérent. À son retour, il fréquente aussi souvent les réunions et ne se considère pas moins que les autres comme un militant actif.

Au total, la transformation attendue de l’ouverture aux adhérents « à 20 euros » en 2006 et 2007 n’est pas très perceptible dans les pratiques militantes observées aujourd’hui, sans doute en raison du caractère éphémère d’une grande partie de ces adhésions. Les adhérents de 2006 qui sont restés au Parti socialiste ont perdu beaucoup des singularités qui caractérisaient, selon l’enquête interne menée alors, ces « nouveaux adhérents ». Quelques-unes subsistent : encore plus diplômés

Comme en 1998, la motivation qui l’emporte parmi celles proposées au choix des adhérents est la participation à la transformation de la société, qui apparaît comme un corrélat indissociable de l’adhésion à un parti. Toutes les autres propositions sont en recul, qu’il s’agisse de la poursuite de la tradition familiale, la plus démonétisée ou de la recherche des responsabilités, électives ou partisanes, difficiles à avouer explicitement.

que les adhérents plus anciens ou plus récents qu’eux, plus souvent cadres du privé, ils montrent une préférence pour le vote de la motion Royal au Congrès de Reims (35 % contre 23 % pour l’ensemble des répondants). Parmi eux, la proportion de militants actifs est proche de la moyenne et leur contribution aux activités classiques (distribution de tracts, participation à des mobilisations collectives) est exactement la même.

Les motivations de l’adhésion :

Tableau 5 : Motivations de l’adhésion

	1998		2011	
	Très et assez important	Peu et pas du tout	Très et assez important	Peu et pas du tout
Participer à la transformation de la société	93	3	93	4
Changer les pratiques politiques	86	9	75	20
Exercer des responsabilités électives	31	61	23	70
Suivre la tradition	20	72	13	81
Exercer des responsabilités dans le Parti	29	64	19	75

Comme en 1998, la motivation qui l’emporte parmi celles proposées au choix des adhérents est la participation à la transformation de la société, qui

apparaît comme un corrélat indissociable de l'adhésion à un parti. Toutes les autres propositions sont en recul, qu'il s'agisse de la poursuite de la tradition familiale, la plus démonétisée ou de la recherche des responsabilités, électives ou partisans, difficiles à avouer explicitement, comme le faisait remarquer Colette Ysmal³ en 1998. La propension à indiquer l'importance des responsabilités électives dans l'adhésion (sa propre adhésion) change avec le positionnement sur l'axe gauche-droite⁴ ou avec l'autoévaluation du degré d'implication dans le parti. Elle passe de 17 % pour les simples adhérents à 31 % chez les militants actifs et varie du simple au double selon que l'on est ou pas élu municipal.

Le cumul des activités militantes :

L'activité partisane, assez réduite pour la majorité des adhérents, ne résume pas l'ensemble de leurs pratiques : 38 % des adhérents socialistes sont syndiqués, 87 % font partie d'une association. Ces engagements occupent du temps et peuvent conduire à la prise de responsabilités. La désyndicalisation qui caractérise la société salariale en France est particulièrement ressentie au PS : 71 % des adhérents en 1985 et 64 % en 1998 étaient syndiqués. La tranche d'âge la plus syndiquée est celle des 50-59 ans (49 %) tandis que celle des moins de 40 ans ne l'est qu'à guère plus d'un quart. L'examen par période d'adhésion montre la décroissance continue des adhérents syndiqués. Celle-ci tient pour une large part aux modifications

L'examen par période d'adhésion montre la décroissance continue des adhérents syndiqués.

Celle-ci tient pour une large part aux modifications intervenues dans la composition socio-professionnelle des adhérents et à l'augmentation importante des salariés du secteur privé, beaucoup moins syndiqués que ceux de la fonction publique.

Les choix des adhérents se portent d'abord vers la CFDT (34 % parmi les syndiqués), syndicat qui partage avec le PS valeurs et fragments d'histoire communs puis vers la CGT (17 %) dont la popularité a grandi très significativement depuis 1998, l'UNSA (15 %) puis FO (9 %), en net recul. On assiste bien à une certaine érosion du lien aujourd'hui tacite entre le PS et la CFDT.

intervenues dans la composition socio-professionnelle des adhérents et à l'augmentation importante des salariés du secteur privé, beaucoup moins syndiqués que ceux de la fonction publique.

Tableau 6 : Engagement associatif et syndical par tranche d'âge et période d'adhésion

(les pourcentages relatifs aux organisations syndicales sont calculés parmi les syndiqués)

	Membre association	Syndiqué	Syndiqué CFDT	Syndiqué CGT
Jusqu'en 1995	95	48	38	14
1996-2005	89	38	34	18
2006-2007	86	33	31	17
2008-2010	81	30	24	20
- 40 ans	78	29	17	20
40-49 ans	88	38	29	21
50-59 ans	91	49	38	17
60-69 ans	93	37	38	13
70 ans et plus	93	36	44	12

Les choix des adhérents se portent d'abord vers la CFDT (34 % parmi les syndiqués), syndicat qui partage avec le PS valeurs et fragments d'histoire communs puis vers la CGT (17 %) dont la popularité a grandi très significativement depuis 1998, l'UNSA (15 %) puis FO (9 %), en net recul. On assiste bien à une certaine érosion du lien aujourd'hui tacite entre le PS et la CFDT. Sans menacer radicalement cet entour informel du PS qui contribuait, avec d'autres, à l'existence d'un « milieu partisan », bien mis en lumière par Frédéric Sawicki⁵, une

certaine prise de distance se lit dans le passage d'une période d'adhésion plus ancienne à une plus récente comme on le voit d'ailleurs avec l'âge. Les progrès relatifs de la CGT, encore très loin de concurrencer la CFDT, mais qui rendent compte des changements intervenus dans l'orientation et l'autonomie de cette organisation syndicale, sont confirmés par les notes de sympathie indiquées par les adhérents socialistes : 48 % d'entre eux notent la CGT au-dessus de 5 sur une échelle de 0 à 10, 52 % font de même pour la CFDT et guère plus d'un quart pour FO et l'UNSA. Quant aux associations, prises ici globalement, elles ne connaissent pas de défection comparable. Les plus jeunes et les adhérents les plus récents s'y rattachent un peu moins souvent mais la proportion ne baisse guère en deçà de 80 %.

Le rapport des adhérents aux élus et aux dirigeants :

Un parti d'élus :

Tableau 7 : Relations entre adhérents et élus (en %)

Pensez-vous que les élus socialistes de votre fédération considèrent que les militants...	1998	2011
Sont des simples exécutants de leurs campagnes électorales	54	50
Sont partie prenante dans la définition de ces campagnes	42	35
Je ne sais pas	4	14

Si vous connaissez personnellement des élus, pensez-vous avoir sur eux :	1998	2011
Beaucoup d'influence	4	4
Moyennement d'influence	38	26
Peu d'influence	32	33
Pas du tout d'influence	22	21
Je ne connais pas personnellement d'élus (2011)		8
Je ne sais pas	4	6

Gérant la quasi-totalité des régions, nettement plus que la moitié des départements et de très nombreuses communes, le PS s'est vu conforté

dans sa gestion au fil des scrutins locaux. Ses revers dans les élections nationales et les tensions qui ont parfois caractérisé la vie interne de ses organismes dirigeants ont fait ressortir, par contraste simplifiant, l'importance de ses positions de pouvoir locales. On relevait, en 1998, 33 % d'élus de base, qui étaient ou avaient été conseillers municipaux, on en compte 28 % en 2011 (18,5 % en cours de mandat), la différence de pourcentage renvoyant à la progression du nombre d'adhérents. La moitié d'entre eux appartiennent à des villes de moins de 10000 habitants. 4 % des répondants à l'enquête détiennent un mandat de maire, de conseiller régional ou général ou de parlementaire. Pour rendre compte de l'importance du dispositif organisé autour des fonctions électives, on se doit d'inclure les 8 % d'adhérents qui collaborent professionnellement avec les élus. Quant aux salariés des collectivités territoriales dont rien n'indique la nature – et même l'existence – des liens qui les rattacherait aux élus socialistes, ils représentent 13 % des adhérents. Les rapports qui s'établissent entre les adhérents et les élus sont complexes. Chaque enquête révèle un degré plus ou moins élevé d'insatisfaction, en particulier à propos des relations entretenues avec eux, à propos de la considération dont les adhérents font l'objet et de l'inégalité des positions en présence. Les élus compris dans ces réponses ne sont pas les élus de base mais plus vraisemblablement les détenteurs de mandats importants. Un fait conduit à cette interprétation : les conseillers municipaux, actifs ou non, sont un peu plus nombreux que les autres adhérents à percevoir le rôle qui leur est

Les rapports qui s'établissent entre les adhérents et les élus sont complexes. Chaque enquête révèle un degré plus ou moins élevé d'insatisfaction, en particulier à propos des relations entretenues avec eux, à propos de la considération dont les adhérents font l'objet et de l'inégalité des positions en présence.

attribué comme celui de simples exécutants. En revanche la moitié d'entre eux estiment avoir une certaine influence sur les personnalités de leur département. Cette relative souffrance de position, fréquente dans les rapports entre dirigeants et dirigés, n'entame pas la confiance assez élevée qui se porte sur les parlementaires socialistes pour qu'ils représentent les vues des adhérents dans les assemblées : 56 % sont de cet avis, en baisse toutefois de 10 % par rapport à 1998, année où la gauche disposait d'une majorité législative.

Une satisfaction mesurée à l'égard de la vie partisane :

Les membres du PS indiquent plusieurs motifs de satisfaction : la qualité des débats internes, la participation du PS aux mobilisations collectives, l'efficacité de l'organisation, le fonctionnement démocratique interne ainsi que l'évolution suivie par le parti après le désastreux congrès de 2008. Mais la satisfaction est toujours extrêmement mesurée : jamais plus de 10 % de « très satisfaits » sauf pour la participation aux mobilisations collectives, comme sans doute les manifestations massives de 2010 contre la réforme gouvernementale des retraites. Une forte minorité, de l'ordre d'un gros tiers, exprime toutefois son insatisfaction dans les domaines évoqués. Sur deux points en revanche l'insatisfaction domine largement : 80 % des adhérents fustigent l'incapacité du parti à surmonter ses divisions, souscrivant ainsi à travers leur expérience à une réputation bien établie et une proportion voisine, 73 %, estime que les dirigeants du parti ne sont pas très attentifs à ce que pensent les adhérents. On retrouve ainsi l'assemblage paradoxal des opinions, constaté dans les enquêtes précédentes, dans des proportions pratiquement identiques, entre un point de vue très majoritaire sur un fonctionnement satisfaisant de la démocratie interne (un peu moins marqué en 2011 qu'en 1998) et un constat, majoritaire lui aussi, du peu de cas que font les dirigeants du parti des points de vue de la base ou du travail des adhérents. Peu de variations sont

à relever en fonction du degré d'activité, les militants actifs se montrant un peu plus critiques que les simples adhérents. Le choix de courir à Reims établit quelques différences attendues : ainsi, parmi ceux qui ont voté pour la motion Aubry, 21 % se disent « tout à fait d'accord » (72 % avec l'ajout des « assez d'accord ») sur l'inattention des dirigeants aux opinions des adhérents quand 38 % (84 % avec les « assez d'accord ») font de même s'ils ont choisi la motion Royal. Enfin, après les graves dissensions qui ont suivi le Congrès de Reims, les socialistes sont invités à apprécier comment les choses ont évolué depuis lors dans le fonctionnement du parti et le bilan qu'ils tirent, avec nuance, est positif (très positif : 9 %, assez : 49 %, peu : 38 %).

On vient de le voir, au fil de cet article, des changements substantiels sont apparus au cours des vingt-cinq dernières années, tant dans la composition sociale et la démographie des adhérents que dans les pratiques militantes. Accentuant certaines des tendances à l'œuvre dans la société française, comme l'élévation continue du niveau de diplôme ou le renforcement de la place des classes moyennes, le PS ressent dans ses propres rangs la décréue de l'emploi public, la réduction du nombre d'enseignants, la baisse de l'adhésion syndicale, la précarisation des engagements militants. Des tendances récentes paraissent enrayer le vieillissement continu de ses adhérents. L'âge moyen a baissé de deux ans depuis 1998. Sans effacer les modalités traditionnelles de l'action militante, toujours pratiquées dans les campagnes électorales et les grands mouvements sociaux, les nouvelles techniques de l'information, et de la communication ont conquis, dans des proportions très importantes, bien qu'inégales, toutes les tranches d'âge. Pour autant ces changements n'ont pas conduit à une prise de distance avec le passé. L'expérience des gouvernements socialistes, sous la présidence de François Mitterrand comme de celui de Lionel Jospin, est revendiquée et jugée positive par les adhérents récents comme par les plus anciens. Beaucoup de caractéristiques, relevées dans nos précédentes enquêtes, ont en même temps peu

changé. L'âge moyen encore élevé, le statut social protégé, la prédominance masculine caractérisent le PS, comme sans doute d'autres partis de gouvernement. Un militantisme actif et constant concerne une minorité d'adhérents, parmi lesquels les élus et

leur entourage pèsent lourd. Si l'ambiance démocratique des débats internes est appréciée par les militants, pour beaucoup d'entre eux les rapports avec les élus n'ont pas trouvé un équilibre satisfaisant.

1. INSEE, Bilan démographique, 2011

2. H. Rey, F. Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Presses de la FNSP, Paris, 1991.

3. C. Ysmal : « Comme il est de tradition dans l'étude des élites politiques, les raisons liées à la volonté de faire une carrière politique sont niées et sans doute très sous-estimées au profit de motivations plus idéologiques ou plus directement politiques ». in H. Rey, F. Subileau, C. Ysmal, « Les adhérents socialistes en 1998 », *Cahier du Cevipof*, n° 23, 1998.

4. De 15 % de très et assez importantes pour ceux qui se classent en 1, le plus à gauche, à 27 chez ceux qui se classent en 3 sur une échelle qui va de 1 à 7, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite.

5. F. Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste*, Belin, Paris, 1997 et R. Lefebvre, F. Sawicki, *La société des socialistes*, Editions du Croquant, Paris, 2006